

Réponse d'Enedis à la CP du 1^{er} octobre 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF.

Introduction

Dans sa consultation publique du 14 février 2019, la CRE a indiqué qu'elle souhaitait mettre en œuvre dès les prochains tarifs des principes et un cadre de régulation tarifaire commun à tous les opérateurs de réseaux publics de gaz et d'électricité, ce qu'Enedis a accueilli favorablement.

La présente consultation publique expose et précise les orientations envisagées par la CRE notamment en ce qui concerne le cadre de régulation des prochains tarifs ATRD6.

Dans cette réponse, Enedis réagit donc à l'exposé de ces premières orientations dont une partie devrait également s'appliquer à elle à partir de la mise en œuvre du prochain TURPE 6.

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour la période ATRD6 ?

Enedis considère que la lisibilité du modèle de charges de capital doit être recherchée. La mise en œuvre de ce type de modèle de rémunération des charges de capital rajouterait une complexité certaine et n'aurait de sens que dans le cadre d'une harmonisation globale du modèle de charges de capital de tous les opérateurs vers une méthode unique selon le standard européen « BAR x CMPC ».

De plus, le mécanisme envisagé ne semble pas constituer un levier pertinent pour piloter le niveau des investissements des opérateurs.

Question 3 : Êtes-vous notamment favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours pour les IEC à cycle long (maturité supérieure à 1 an) ? Que pensez-vous du taux de rémunération envisagé par la CRE ?

Enedis considère que l'ensemble des IEC doit, d'un point de vue économique, être rémunéré au taux du CMPC et juge infondée la limitation des IEC aux actifs dont la mise en service est supérieure à 1 an.

En effet du fait de leurs activités, les opérateurs de réseaux de distribution mobilisent à tout instant un stock de capital pour assurer le financement des actifs en construction, quelle que soit la durée de cette construction.

Cette immobilisation du capital doit normalement être rémunérée au taux du CMPC.

Question 4 : Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des coûts échoués envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Enedis considère nécessaire la prise en compte au CRCP des charges de VNC démolies. Dans le cas contraire, l'opérateur est amené à transférer le risque auprès du marché de l'assurance, ce qui conduit à faire supporter les surcoûts associés par le tarif.

Question 5 : Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

En fonction de la catégorie de l'actif un traitement différencié pourrait être réalisé. En ce qui concerne le foncier et l'immobilier qui n'ont pas vocation à générer des profits, l'inscription des plus-values de cession (et après déduction des frais de transaction) au CRCP aurait du sens. Par contre, en ce qui concerne les actifs intangibles (brevet, licence, ...), ce type de traitement n'est pas incitatif à l'innovation des opérateurs.

De plus, dans un souci de symétrie, les moins-values éventuelles devraient également être prises en compte au CRCP.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 ?

Enedis attire l'attention de la CRE sur le fait que les dépenses SI des opérateurs de réseaux revêtiront au cours des prochaines années un caractère particulier et mériteraient à ce titre un traitement tarifaire spécifique.

- L'accompagnement de la transition énergétique reposera sur une adaptation des SI des opérateurs dont l'ampleur et la nature sont difficilement prévisibles.
- C'est au travers des investissements dans les SI que la plupart des transformations qui portent l'amélioration de la performance des métiers peuvent être réalisés. Il ne faudrait pas freiner cet élan par un dispositif régulateur inapproprié.
- L'évolution des technologies a tendance à s'accélérer conduisant à un renouvellement plus rapide des SI.
- De nombreuses dépenses qui ne pouvaient être anticipées ni par les opérateurs, ni par les pouvoirs publics, ont dû être engagées dans les domaines de la cybersécurité notamment, et il est difficile de prévoir avec plusieurs années d'avance les besoins dans ce domaine.
- Ces développements SI s'accompagnent nécessairement d'une augmentation des dépenses d'exploitations associées à l'exploitation et au maintien en conditions opérationnelles des équipements, du fait notamment d'un périmètre fonctionnel plus large.
- Pour toutes ces raisons, Enedis pense que le cadre de régulation harmonisé des prochains tarifs publics de réseau doit accompagner les investissements dans les SI et financer leur exploitation. Une intégration de ces charges au périmètre du CRCP répondrait à cette attente.

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Dès lors qu'il a vocation à s'imposer à l'ensemble des opérateurs, Enedis considère favorablement le dispositif proposé qui présente des avantages d'efficacité et de pragmatisme.

Toutefois, concernant les objectifs de transparence sur la stratégie et les résultats en matière de R&D et innovation soulignés par la CRE, Enedis rappelle que la transparence des programmes et résultats de R&D doit rester compatible avec les impératifs de protection de la propriété intellectuelle des opérateurs et de leurs partenaires. Les modalités retenues ne doivent pas occulter la complexité du

pilotage de ce domaine : il convient de conserver la souplesse et l'agilité indispensables à l'innovation pour que le gestionnaire de réseau soit en mesure d'engager rapidement de nouveaux travaux et les suspendre lorsque les pistes n'apportent pas les résultats escomptés.

Question 17 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

A la lecture des deux consultations publiques transport et distribution gaz, Enedis comprend que la CRE pourrait retenir des bêtas distincts pour ces deux activités.

Enedis considère que les bêtas électricité et gaz de la distribution doivent converger vers ceux du transport pour les périodes tarifaires à venir. En effet :

- dans la plupart des pays européens (Autriche, république tchèque, Allemagne, Hongrie, Luxembourg, Pays-Bas, ...), le régulateur a fixé un bêta de l'actif pour l'activité de distribution de gaz/électricité identique à celui retenu pour le transport de gaz/électricité. Il est même plus élevé dans la distribution en Italie et au Portugal que dans le transport
- L'évolution de l'environnement de la distribution modifie et élargit le périmètre des missions des distributeurs :
 - L'activité de distribution devient plus complexe et moins prévisible dans le contexte d'évolution rapide de nouveaux usages, le déploiement des compteurs évolués, ainsi que la numérisation croissante des systèmes énergétiques.
 - Les gestionnaires de distributions sont devenus des acteurs majeurs de la transition énergétique.
 - Le rôle des distributeurs dans la gestion du système évolue avec l'apparition des marchés de flexibilités, la gestion des stockages....